

Il devint évident que ni l'une ni l'autre de ces séries de propositions n'était suffisamment acceptable à la partie adverse pour autoriser de nouvelles négociations sur cette base, et les pourparlers furent suspendus le 17 août. Après plusieurs entretiens particuliers entre les chefs sudètes et les autorités tchèques, le gouvernement tchécoslovaque adopta une nouvelle base de négociations qu'il me communiqua le 5 septembre et dont il fit part aux chefs sudètes le 6 septembre. C'est ce qu'on a appelé le quatrième plan. A mes yeux, comme à ceux des principaux chefs des Allemands des Sudètes je pense, ce plan tenait compte de presque toutes les exigences exposées dans les huit points de Carlsbad et pouvait y répondre entièrement grâce à quelques mises au point et à une extension de sa portée. On aurait dû reprendre les négociations immédiatement en partant de ces propositions favorables et encourageantes; mais, j'en suis à peu près convaincu, justement parce qu'elles étaient si favorables, elles ne pouvaient plaire aux éléments extrémistes que compte le parti allemand des Sudètes. Je crois qu'on s'est servi, comme d'un prétexte pour interrompre les conversations, sinon pour les rompre, de l'incident qui a résulté du voyage entrepris par certains députés des Allemands des Sudètes chargés de faire enquête au sujet des personnes arrêtées pour contrebande d'armes à Mährisch-Ostrau. Toutefois, le gouvernement tchèque a cédé sans tarder aux demandes du parti allemand des Sudètes en cette matière et les discussions préliminaires au sujet du quatrième plan furent reprises le 10 septembre. Là encore, je suis convaincu que cela ne concordait pas avec la politique des extrémistes sudètes et des incidents furent provoqués le 11 septembre, ainsi que, —mais avec plus d'effet après le discours de M. Hitler,—le 12 septembre. Par suite de ces effusions de sang et de ces troubles, la délégation des Allemands des Sudètes refusa de participer à la réunion avec les autorités tchèques qui avait été prévue pour le 13 septembre. M. Henlein et M. Frank présentèrent de nouvelles demandes: rappel de la police d'Etat, emploi des troupes restreint à leurs fonctions militaires, etc., que le gouvernement tchécoslovaque était, encore une fois, disposé à accepter à la seule condition qu'un représentant du Parti vînt à Prague discuter des moyens à prendre en vue de maintenir l'ordre. Le 13 septembre au soir, M. Henlein refusait d'accepter cette condition et les négociations étaient complètement rompues.

Il est bien évident que nous ne pouvons retourner au point où nous en étions il y a deux semaines. Nous devons tenir compte de l'état de choses en face duquel nous nous trouvons.

Mes fonctions de médiateur ont effectivement cessé quand a été rejetée l'offre du gouvernement tchèque le 13 septembre et que M. Henlein a rompu les négociations. Directement aussi bien qu'indirectement, le lien existant entre les principaux chefs des Allemands des Sudètes et le gouvernement du Reich devenait l'élément dominant de la